

Ethiopie : les donateurs envisagent de suspendre l'aide de 375 M USD

LONDRES - Les principaux donateurs de l'Ethiopie envisagent de suspendre l'aide budgétaire de 375 M USD (317 M EUR) qu'ils lui apportent, tout en réfléchissant aux moyens de continuer à soulager la pauvreté dans ce pays, selon des sources concordantes.

Un porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles a indiqué à l'AFP que l'exécutif européen avait décidé de geler le versement de certains financements directs à l'Ethiopie.

Les donateurs entendent réagir à la violente répression de manifestations de l'opposition début novembre, qui avait fait près de 50 morts.

Selon un responsable occidental cité par le Financial Times, la confiance des donateurs, Banque mondiale et Union européenne notamment, "a été brisée par cette situation, et donc nous essayons de trouver d'autres moyens de faire des dons."

"Nous sommes très inquiets et nous avons pris des positions de principe sur les récentes perturbations avec nos partenaires pour le développement", a affirmé le directeur de la Banque mondiale pour l'Ethiopie, Ishac Diwan. "Il s'agit d'une question très importante en ce moment dans plusieurs pays africains: comment obtenir à la fois une bonne croissance économique et des améliorations de la manière de gouverner qui aboutissent à un développement durable", a-t-il souligné.

Un responsable gouvernemental éthiopien de haut rang a réagi sous couvert de l'anonymat en indiquant à l'AFP être au courant "que certains Ethiopiens de la diaspora et parlementaires européens ont appelé la Banque mondiale et l'UE à suspendre l'aide directe au gouvernement, mais personne au sein de ces deux organisations ne nous a jamais mentionné cela de manière formelle."

"Si c'est vrai, ce serait vraiment dommage qu'ils ne comprennent pas la réalité sur le terrain", a-t-il ajouté.

Le porte-parole de la Commission, Amadeu Altafaj Tardio, a indiqué que l'exécutif de l'UE "ainsi que d'autres donateurs, doutent que les conditions nécessaires soient en place pour poursuivre l'aide budgétaire" directe au gouvernement éthiopien.

"Ce que nous avons décidé de faire, ce n'est pas de suspendre (cette aide), mais de retarder la décision de poursuivre cet appui budgétaire", a-t-il expliqué.

Selon lui, ce gel ne concerne pas l'aide humanitaire, à la santé ou à l'éducation, mais vise notamment une aide de 150 millions d'euros prévue pour un projet d'infrastructures routières en Ethiopie dans le cadre du Fonds européen de développement.

Le 17 décembre, la Grande-Bretagne avait annoncé avoir suspendu une partie de son aide à l'Ethiopie.

La semaine dernière, 131 personnes, dont des responsables de l'opposition et des journalistes, ont été accusées de "complot en vue de renverser par la force un gouvernement constitutionnel", délit passible de la peine de mort.

L'Ethiopie fait partie des 19 pays auxquels le Fonds monétaire international a accordé la semaine dernière une annulation de 100% de sa dette, fondée sur des critères de stabilité macroéconomique plutôt que de gouvernement.